ISSN 2966-5752

Voltaire

Actualité internationale

N°38 - 28 avril 2023

ÉDITORIAL

La France s'entête à coloniser l'île de Mayotte

Un afflux considérable de Mahorais illégaux, sans ressources, s'est traduit par une augmentation vertigineuse de la violence et de la criminalité à Mayotte. Le ministère de l'Intérieur français a débuté l'« Opération Wuambushu » visant à détruire les bidonvilles de Mayotte et à expulser les immigrants illégaux vers l'île d'Anjouan. Cependant, les forces de l'ordre ont été interrompues par une décision de Justice interdisant de détruire les bidonvilles car, compte tenu de la forme de leur construction, cela pourrait endommager des bâtiments construits légalement. En outre, les Comores ont fermé leurs ports aux navires français. Durant le début de l'opération, 1 800 policiers ont tiré 650 grenades lacrymogènes, 85 grenades de désencerclement, 60 tirs de LBD. Elles ont été contraintes de tirer au sol 12 balles réelles à titre de sommation, malgré le risque de les voir rebondir et tuer. L'archipel des Comores a été divisé en deux par la France, en 1974. D'un côté l'actuelle Union des Comores, de l'autre l'actuel département français de Mayotte. Cette division viole d'une part l'engagement pris par la France lors des accords du 15 juin 1973 signés par le ministre de l'Outre-mer Bernard Stasi et le président du Gouvernement du territoire, Ahmed Abdallah Abderamane, d'autre part le principe d'indivisibilité de l'archipel établi par le Droit international. La question de la nature des régimes qui se sont succédé aux Comores n'a pas à entrer en ligne de compte, pas plus que celle de l'absence d'unité des Comores durant des siècles et encore moins les opérations des troupes irrégulières de Bob Denard. La France ne sait plus comment satisfaire ses citoyens mahorais et son engagement à décoloniser l'archipel uni. Elle tente de conserver l'île de Mayotte qu'elle utilise pour contrôler les îles Éparses (également occupées illégalement) et y entretient une base d'interception électromagnétique. Plutôt que de négocier avec l'Union des Comores, la France ne tient pas compte des rappels au Droit international émis sur cette question par l'Assemblée générale des Nations unies et s'entête à se maintenir sur l'île, risquant de provoquer à terme une situation comparable à celle qui s'est présentée en Algérie.

AMÉRIQUES

La dédollarisation du monde

La part du dollar dans les réserves mondiales était de 47 % en 2022 contre 71 % en 2001. On constate une accélération progressive du phénomène avec un paroxysme l'année dernière. Le rythme de la dédollarisation est aujourd'hui 10 fois plus rapide qu'il y a vingt ans. La phase de 2022 s'explique parce qu'un certain nombre de pays cherchait des alternatives après que les Occidentaux ont tenté de généraliser des mesures coercitives unilatérales contre la Russie. La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a déclaré : « Il existe un risque, lorsque nous utilisons des sanctions financières liées au rôle du dollar, qu'avec le temps, elle puissent saper l'hégémonie du dollar ». Selon *Bloomberg Intelligence*, la part du dollar est devenue inférieure à celle du yuan dans les échanges internationaux de la Chine. Elle n'était plus que de 47 % fin mars, contre 83 % en 2010.

Comment voter aux élections US sans être citoyen

L'association Public Interest Legal Foundation a démontré qu'il est possible de s'inscrire sur les listes électorales US avec son permis de conduire, alors que celui-ci n'est pas une preuve de nationalité. Aux États-Unis, les élections sont du ressort des États fédérés et non pas de l'État fédéral. Cependant, certains États fédérés ont créé une agence commune pour traquer les personnes inscrites dans deux États différents, l'Electronic Registration Information Center (ERIC). Il est à l'évidence facile de s'inscrire pour des élections locales, et tout à fait possible de voter aux élections fédérales sans faire preuve de sa citoyenneté.

James au centre de l'enquête sur la famille Biden

La sous-commission de la Chambre qui enquête sur la famille Biden a réuni divers témoignages relatifs au jeune frère du président Joe Biden (80 ans), James Biden (73 ans). Ils apparaissent comme très proches au point que c'est James qui a meublé le Bureau ovale de la Maison-Blanche pour Joe. La sous-commission a constaté qu'un grand nombre de fois, James a mis en avant sa parenté avec Joe pour conduire ses affaires. Si de nombreux versements ont pu être identifiés, les parlementaires ignorent toujours contre quel travail James les a perçus. C'est désormais lui, et non plus son neveu Hunter Biden, qui est au centre des investigations.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :
- Allemand,
- Anglais,
- Espagnol,
- Français,
- Italien,
- Néerlandais.

Riposte juridique de Hunter Biden

L'avocat de Hunter Biden, Me Abbe Lowell, a écrit au secrétariat au Trésor afin qu'il diligente une enquête pour savoir comment Garrett Ziegler a pu se procurer cinq rapports confidentiels de l'administration sur les activités de son client et les publier sur Internet. Ces documents ont été transmis à la Sous-commission de la Chambre qui enquête sur les activités de la famille Biden. Celle-ci les auraient montrés à un témoin pour qu'il les commente. Or les lois sur le secret bancaire interdisent aux parlementaires de discuter avec autrui des données examinées jusqu'à présent. Par ailleurs, Hunter Biden a été convoqué par un juge de l'Arkansas pour présenter des documents fiscaux sur ses revenus afin de juger de la pension alimentaire qu'il doit verser à la mère de sa fille.

Un dénonciateur accuse le procureur général d'avoir menti pour protéger Hunter Biden

Un lanceur d'alerte du service des impôts (IRS) a mis en cause le témoignage du procureur général Merrick Garland. Il l'accuse d'avoir

menti pour minimiser les crimes de Hunter Biden. Selon son témoignage, cet agent spécial de surveillance criminelle des impôts assure avoir reçu des consignes politiques pour ne pas enquêter plus avant sur le cas Hunter Biden. Merrick Garland fait l'objet de sanctions de la Russie depuis avril 2021. Moscou l'accuse d'avoir validé de fausses accusations pour expulser 10 diplomates russes.

Candidature de Robert Francis Kennedy Jr.

Robert Francis Kennedy Jr., fils de l'ancien ministre de la Justice Bob Kennedy et neveu du président John Fritzgerald Kennedy, s'est porté candidat à l'investiture du Parti démocrate US contre le président sortant Joe Biden. Les sondages donnent aujourd'hui Joe Biden perdant face à Donald Trump. Robert Kennedy Jr. est un avocat environnementaliste. il a notamment gagné un procès retentissant contre Monsanto. Au nom de la science, il a mené le combat contre le Dr. Anthony Fauci et des entreprises pharmaceutiques lors de l'épidémie de Covid [1]. Comme Bernie Sanders en 2020, cet homme de gauche, qui n'a cessé de lutter contre les dirigeants du Parti démocrate woke, tente de s'emparer de ce parti à la manière dont le jacksonien Donald Trump s'est emparé du Parti républicain. Kennedy a fait de la lutte contre la corruption des institutions et contre le pouvoir des transnationales son cheval de bataille. Il incarne une gauche non-sectaire, tournée vers le Bien commun. En juillet 2021, Robert Kennedy Jr. avait participé au ReAwaken America Tour, qualifié par la presse de mouvement chrétien d'extrême-droite. Il s'y était fait photographier aux côtés du général Michael Flynn et du stratège électoral Roger Stone. Le républicain Roger Stone, qui a participé aux campagnes de Richard Nixon, de Ronald Reagan, de George W. Bush, et a dirigé celle de Donald Trump, assure que, quelles que soient les divergences entre Trump et Kennedy (notamment sur les armes et l'avortement), une candidature d'union nationale des deux hommes offrirait une solution pour répondre à la division du pays et préserver l'existence des États-Unis. De son côté, Steve Bannon a encouragé Robert Kennedy à se présenter.

Une loi pour protéger les femmes dans le sport

La Chambre des représentants a adopté une loi sur la protection des femmes et des filles dans le sport (H.R.734 - *Protection of Women and Girls in Sports Act of 2023*). Elle fait obligation aux sportifs de concourir en fonction de leur « biologie reproductive et génétique à la naissance », et non de leur identité de genre.

Les atteintes à la liberté d'expression sur les campus US

Selon la Foundation for Individual Rights and Expression (FIRE), qui lutte contre la « culture d'annulation », les actions visant à faire taire des professeurs d'université étaient de 83 en 2017, 82 en 2018 et 87 en 2019. Elles sont passés à 151 en 2020, 213 en 2021 et seulement 145 en 2022. L'augmentation de ces opérations de censure serait liée aux réactions *woke* au meurtre de George Floyd en 2020 ainsi qu'à la campagne sur l'identité transgenre, à la présidence de Donald Trump et au mouvement #MeToo. Les universités les plus touchées sont Harvard (23 actions), suivies de Stanford (22), de celle de Californie à Los Angeles (19) et de Georgetown (16).

Les six menaces contre la sécurité intérieure des États-Unis

Le secrétaire à la Sécurité de la patrie, Alejandro Mayorkas, a annoncé un examen de 90 jours de la vulnérabilité des États-Unis. Il comprend six thèmes : Les migrations. Il a déclaré que l'objectif de son administration est de « construire des voies légales pour donner aux individus la possibilité d'atteindre les États-Unis en toute sécurité, de manière ordonnée pour se prévaloir des secours humanitaires que nos lois fournissent, puis d'obtenir une conséquence [le droit de séjour, voire la nationalité] pour ceux qui suivent ces voies légales ». L'intelligence artificielle. Un groupe de travail a été créé au sein du département pour étudier les

applications de l'IA en matière de sécurité intérieure. La Chine. Il l'a accusée de parrainer des attaques « conçues pour perturber ou dégrader la fourniture de fonctions critiques nationales, de semer la discorde, de paniquer et de prévenir la mobilisation des capacités militaires américaines ». L'extrémisme intérieur. « Les délinquants isolés et les petites cellules d'individus motivés par un large éventail de griefs et d'idéologies extrémistes violentes, de la suprématie blanche à l'antisémitisme en passant par les attitudes antigouvernementales, constituent la menace la plus persistante et la plus meurtrière liée au terrorisme aux États-Unis ». Le trafic de fentanyl. Les effets des changements climatiques.

Fox News licencie Tucker Carlson

Fox News a mis fin, sans préavis, ni motif, à sa collaboration avec Tucker Carlson, le journaliste audiovisuel le plus célèbre des États-Unis. Justin Wells, le producteur exécutif principal de son émission, aurait également quitté la chaîne. Ce licenciement fait suite au procès de Fox News avec Dominion Voting Systems (qui a coûté à l'amiable 787 millions de dollars à Fox News) et anticipe celui intenté à la chaîne par Smartmatic. Contrairement aux apparences, Fox News a cédé sans raison à Dominion : Tucker Carlson n'avait pas diffamé le fabricant de machines à voter, mais avait donné la parole à des experts expliquant que ces machines étaient branchées sur Internet et pouvaient donc être manipulées à distance pendant le vote ; ce que personne ne conteste. Tucker Carlson Tonight était la seconde émission politique la plus regardée aux États-Unis. La presse fait état d'un procès intenté pour harassement sexuel, il y a un mois, par une secrétaire de l'émission de Turcker Carlson, Abby Grossberg. Mais, cette action ne le concerne pas directement, elle est dirigée contre certains de ses autres collaborateurs. Le départ de son journaliste vedette a été salué par des applaudissements chez les Démocrates et avec une forte déception chez les Républicains. Steve Bannon a déclaré que Tucker Carlson était « la » raison de regarder Fox News. Les actions de Fox Corp, propriétaire de la chaîne, ont chuté de 5 % après l'annonce de la nouvelle.

Le département d'État contredit la Maison-Blanche à propos du retrait d'Afghanistan

Michael T. McCaul, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, a révélé l'existence d'un rapport interne du secrétariat d'État sur la chute de Kaboul. Il renverrait la responsabilité aux deux administrations Trump et Biden. Selon lui, le rapport complet saperait le document de 12 pages que la Maison-Blanche vient de publier et qui cherche à faire de la décision de M. Biden, la seule option disponible une fois que M. Trump avait déclenché le retrait. Michael T. McCaul, a demandé la publication des conclusions de ce rapport qui ne seraient plus classifiées.

Alejandro Toledo détenu au Pérou

L'ancien président péruvien Alejandro Toledo a été extradé par les États-Unis vers son pays. Il est accusé d'avoir touché un pot de vin de 20 millions de dollars de la société brésilienne Odebrecht lors de la construction de l'autoroute inter-océanique. Alejandro Toledo était pro-USA et membre de l'Initiative des Amis d'Israël de l'ancien premier ministre espagnol José María Aznar.

Le Guatemala soutient Taïwan

Le président guatémaltèque Alejandro Giammattei a promis un soutien inconditionnel à Taïwan lors d'une visite officielle sur l'île. Seuls 13 États sur 193 entretiennent des relations diplomatiques avec l'État non reconnu de la « République de Chine ». Les 180 autres considèrent Taïwan comme une province insurgée de la « République populaire de Chine ». Parmi ceux-ci, 59 entretiennent des relations non-diplomatiques avec la République de Chine.

La Colombie organise une conférence sur le Venezuela

Le président colombien, Gustavo Petro, a organisé une réunion internationale pour discuter du maintien ou de la levée des mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») contre le Venezuela. Avant la réunion, Juan Guaido, qui était arrivé illégalement en Colombie la veille, a été expulsé. Son gouvernement n'est plus reconnu par l'opposition vénézuélienne depuis la fin 2022. Gustavo Petro a demandé au président états-unien Joe Biden de lever progressivement les sanctions contre le Venezuela en échange de garanties pour l'élection présidentielle prévue en 2024. La réunion s'est tenue en présence du conseiller adjoint à la Sécurité nationale US, Jonathan Finer, et du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. Le sommet a permis de rapprocher les points de vue. Il a été conclu en constatant que seule la publication d'un calendrier précis de l'élection présidentielle vénézuélienne était capable de changer les choses.

Attaque contre l'économie argentine

Selon l'un des 24 directeurs du FMI, l'Argentin Sergio Chodos, trois personnalités argentines auraient demandé au FMI de ne pas aider le pays tant qu'il serait gouverné par des péronistes et n'adopterait pas les principes libéraux. Ces trois personnalités seraient l'ancien ministre des Finances Hernonza, l'ancien gouverneur de la Banque centrale et ancien ministre des Finances, Alfonso Prat Gay, et l'ancien gouverneur de la Banque centrale Guido Sandleris, tous membres des gouvernements de Mauricio Macri (libéral PRO). Le président de la Nation argentine, Alberto Fernández (péroniste), a confirmé les faits. Ces révélations interviennent alors que des opérateurs non-identifiés attaquent le pesos argentin dont ils ont provoqué en début de semaine une baisse de 11 %. C'est l'actuel ministre de l'Économie Sergio Massa qui devrait porter les couleurs du péronisme à la prochaine élection présidentielle et non pas le président Fernández, ni la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner. Il devrait affronter l'ancienne ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, favorable à la généralisation des ports d'armes. Selon Human Rights Watch, celle-ci serait impliquée dans les chantages aux vidéos indiscrètes de Marcelo D'Alessio.

EUROPE

Le synode catholique s'ouvre aux femmes

Le pape François nommera 70 membres « non-évêques » – dont 35 seront des femmes et « plusieurs » seront des « jeunes » – comme délégués au Synode avec les mêmes droits de délibération et de vote dont les 300 évêques bénéficieront. 10 membres d'ordres religieux des deux sexes seront également désignés pour assister et voter lors de l'événement.

La Hongrie dément les documents secrets du Pentagone

Le gouvernement hongrois a démenti les allégations des documents secrets du Pentagone divulgués par Jack Teixeira, selon lesquels le Premier ministre, Viktor Orbán, aurait classé les États-Unis parmi les principaux adversaires de son parti, le Fidesz.

L'UE contre la désinformation et la haine en ligne

L'Union européenne placera sous surveillance, à partir du mois d'août, 19 réseaux sociaux ayant chacun plus de 45 millions d'utilisateurs. Il s'agit de s'assurer qu'ils luttent efficacement contre la désinformation et la haine en ligne. Les contrevenants s'exposeront à une amende pouvant atteindre 6 % de leur chiffre d'affaire.

L'UE et le Japon contre un projet de sanctions US

Selon le *Financial Times*, lors du sommet des ministres des Affaires étrangères du G7 au Japon, l'UE et le Japon ont fait échec à un projet des États-Unis visant à interdire toute exportation vers la Russie.

À l'invitation de Washington, l'UE et le Japon appliquent des interdictions d'importation d'hydrocarbures russes bien plus restrictives que celles que pratiquent les États-Unis.

Josep Borrell contre la Chine

Le haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, l'Espagnol Josep Borrell, a publié une tribune libre, en France, dans le *Journal du Dimanche*. Il s'agit d'une réponse aux déclarations du président français, Emmanuel Macron, lors de son voyage à Beijing. Josep Borrell pose « Un regard froid sur la Chine ». Il la présente à la fois comme un partenaire, un concurrent et un rival. Il écrit : « Il n'y a à nos yeux qu'une seule Chine. Mais pas à n'importe quelles conditions. Et certainement pas au travers du recours à la force. L'Europe doit en réalité être très présente sur ce dossier qui nous concerne sur le plan économique, commercial et technologique. C'est pourquoi j'appelle les marines européennes à patrouiller dans le détroit de Taïwan pour signifier l'attachement de l'Europe à la liberté de navigation dans cette zone absolument cruciale ». En outre, devant le Parlement européen, Josep Borrell a déclaré : « Taiwan fait clairement partie de notre périmètre géostratégique pour garantir la paix (…) Ce n'est pas seulement pour une raison morale qu'une action [de la Chine] contre Taïwan doit nécessairement être rejetée. C'est aussi parce que ce serait, en termes économiques, extrêmement grave pour nous, car Taïwan a un rôle stratégique dans la production des semi-conducteurs les plus avancés ». L'Union européenne tente d'imposer sa politique aux États membres. La France plaide pour une neutralité face à la rivalité sino-US, tandis que Bruxelles ne se pense pas autrement qu'alignée sur Washington.

Hausse mondiale des budgets d'armement

Selon le Stockholm International Peace Institute (Sipri), les dépenses mondiales en matière d'armement se sont accrues de 3,7 % en 2023 pour atteindre 2 240 milliards de dollars. Cette hausse s'explique par le conflit armé en Ukraine. Elle concerne principalement les États européens : la Finlande avec 36 %, la Lituanie avec 27 %, la Suède avec 12 % et la Pologne avec 11 % ; ce qui ramène ces pays aux dépenses de la Guerre froide. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis la dissolution de l'Union soviétique.

Jens Stoltenberg à Kiev

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, le Norvégien Jens Stoltenberg, a été reçu à Kiev par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Lors de la conférence de presse qui a suivi, il a déclaré : « Soyons clairs : la place qui revient à l'Ukraine est dans la famille euro-atlantique (…) L'Otan est à vos côtés aujourd'hui, demain et aussi longtemps qu'il le faudra (…) Tout comme l'agression russe a causé des conséquences mondiales négatives et très douloureuses, la victoire ukrainienne devrait apporter au monde de nouvelles normes de sécurité, une nouvelle expérience d'action conjointe et de potentiel économique, de nouvelles opportunités pour construire et défendre ensemble ».

Conversation Xi-Zelensky

Le président chinois, Xi Jinping, a téléphoné à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, durant plus d'une heure. Il lui a confirmé les termes du plan de paix en 12 points de Beijing et l'a invité à négocier. Il a annoncé qu'il enverrait un émissaire spécial pour discuter avec toutes les parties. Il aura pour mission non pas de profiter de la guerre pour faire des affaires, mais de travailler à la paix. M. Zelensky s'est montré courtois, il l'a assuré que l'Ukraine partageait la conception de Beijing selon laquelle il n'y a qu'une seule Chine dont Taïwan est une province. Pour autant, il s'oppose à tout cessez-le-feu avec la Russie. Kiev considère que non seulement la Novorossia, mais aussi le Donbass et la Crimée sont des territoires ukrainiens. Un cessez-le-feu serait une reconnaissance partielle d'une victoire de la Russie. M. Zelensky a nommé le ministre des Industries stratégiques, Pavlo Ryabikin, ambassadeur à Beijing. Les États-Unis ont

exprimé leur scepticisme, déclarant que la Chine n'était pas en mesure de jouer les faiseurs de paix car elle n'avait pas condamné l'« invasion » de l'Ukraine. La France et l'Allemagne se sont au contraire montrées attentives et intéressées par la démarche chinoise. Avant l'appel téléphonique, M. Xi s'était entretenu avec de nombreux dirigeants des parties concernées, dont la Russie, l'Allemagne, la France et l'UE, ainsi qu'avec des tiers neutres comme le Brésil.

Crimes des mercenaires français en Ukraine

La Commission d'enquête russe sur les crimes commis en Ukraine a déclaré avoir identifié des mercenaires français parmi les responsables de l'assassinat de 25 prisonniers de guerre russes. Ils auraient agi dans le cadre du Bataillon Azov et de la 92° brigade des forces armées ukrainiennes. La Commission d'enquête établira toutes les circonstances des incidents pour traduire en justice les personnes impliquées dans la commission des crimes. Il y aurait 8 000 mercenaires étrangers sur le front ukrainien, principalement Polonais, États-uniens, Canadiens, Roumains et Britanniques. Selon le Haut Commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme (OHCH), l'Autrichien Volker Turk, l'Ukraine n'engage aucune poursuite contre ses soldats ayant commis des crimes de guerre documentés. Le Code pénal français punit de 5 ans d'emprisonnement et de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, les activités de mercenariat (art. 436). Les mercenaires comme les soldats réguliers doivent, en outre, répondre des actes de torture et des assassinats de prisonniers. Ils encourent alors la réclusion à perpétuité.

AFRIQUE

Libération des comploteurs tchadiens

Le président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, a annoncé qu'il allait libérer les douze personnes impliquées dans la tentative de coup d'État contre lui, en décembre 2022.

Disparition du prisonnier soudanais le plus recherché

La prison où était détenu l'ancien président Omar al-Bashir a été attaquée. Il aurait disparu avec Abdel-Rahim Muhammad Hussein et Ahmed Haroun. Les trois hommes auraient été transférés dans un hôpital militaire selon les uns, libérés par les hommes du « général » Mohammed Hamdan Dagalo (alias « Hemedti »), selon les autres. Omar al-Bashir est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI)

L'Éthiopie négocie avec la rébellion de l'Oromo

Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a annoncé l'ouverture de négociations avec le Front de libération de l'Oromo, en Tanzanie. L'Oromo est au Sud du pays, tandis que le Tigré est au Nord. Abiy Ahmed est lui-même issu de l'Oromo.

Arrestation de l'ancien Premier ministre burundais

L'ancien Premier ministre Alain-Guillaume Bunyoni (2020-22) a été arrêté. On ignore les charges qui pèsent contre lui. Les États-Unis l'ont accusé d'être responsable de la guerre civile en 2015. Ils l'ont placé sous sanctions de 2015 à 2021.

Yoweri Museveni s'oppose à la peine de mort pour les homosexuels

Le président ougandais Yoweri Museveni a refusé de promulguer la loi punissant l'homosexualité de peines allant jusqu'à la mort. Cette loi, prise sous l'influence des églises chrétiennes évangéliques, reprend et aggrave l'ancienne loi victorienne, imposée par les colons britanniques.

L'Afrique du Sud et la CPI

Alors que la Cour pénale internationale exige de tous ses membres, dont l'Afrique du Sud, qu'elle arrête Vladimir Poutine et qu'il soit incarcéré et

jugé à La Haye, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé le retrait de son pays de la Cour. Le président Poutine est attendu à Pretoria pour le sommet des BRICS. Cependant, face aux pressions extérieures et intérieures, l'Afrique du Sud a fait machine arrière et se maintient au sein de la CPI.

ASIE

Arrestation pour contrebande d'un des leaders de la tribu Adwan

Le député jordanien, Imad Adwan, a été arrêté en Israël . Il aurait transporté quinze pistolets, douze mitrailleuses et environ 100 kilos d'or. Les conditions de son arrestation ne sont pas claires et les déclarations officielles sont contradictoires entre elles. Une révolte est prévisible si Israël l'inculpe, tandis que le relâcher apparaîtra comme un signe de faiblesse. Imad Adwan est un leader de la tribu Adwan qui compte plus de 100 000 personnes. Présente en Jordanie et en Israël, celle-ci possède la plupart des terres de la vallée du Jourdain et est l'une des tribus les plus patriotiques et les plus féroces.

Suite de l'instruction française contre Riad Salamé

Les magistrats français qui se trouvent à Beyrouth pour enquêter sur les activités du gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé, ont débuté leurs auditions. Le frère du suspect, Raja Salamé, ne s'est pas présenté devant les magistrats pour raison de santé, mais s'est faire représenter par son avocat.

Rencontre des ministres syriens et turcs de la Défense

Alors que l'on était sans nouvelle de l'état de santé du président turc Recep Tayyip Erdoğan, les ministres de la Défense et les responsables des services de sécurité russe, iranien, turc et syrien se sont réunis à Moscou pour rapprocher Damas et Ankara. La Syrie réclame toujours le retrait des forces turques avant un sommet de la paix entre les présidents Bachar el-Assad et Recep Tayyip Erdoğan. C'est la première fois que l'Iran est convié à ces négociations.

Analyses du Réseau Voltaire

• « La Türkiye face à l'Empire américain », par Thierry Meyssan
À trois semaines de l'élection présidentielle turque, le débat se transforme. De pour ou contre l'islamisme de Recep Tayyip Erdoğan, il devient pour ou contre l'alliance avec les États-Unis. Le président sortant est en train de regagner des points dans les sondages qui le pronostiquaient perdant. D'islamiste, il est devenu nationaliste. On ignore pour le moment si cela sera suffisant pour lui permettre de l'emporter, mais on doit s'attendre, s'il gagne, à ce qu'il retire la Türkiye de l'Otan.

• « La rébellion contre l'empire du dollar s'élargit », par Manlio Dinucci
En quelques mois, la rébellion contre l'empire américain s'est traduite dans les faits : la part du dollar dans les réserves mondiales est tombée à 47 % en 2022. La secrétaire US au Trésor, Janet Yellen, a été contrainte de déclarer : « Il existe un risque lorsque nous utilisons des sanctions financières liées au rôle du dollar qu'avec le temps, elle puissent saper l'hégémonie du dollar ».

Assassinat du représentant du Guide suprême iranien

L'ayatollah Abbas Ali Soleimani, qui représentait le Guide suprême lors des prières du vendredi, a été froidement assassiné par le gardien d'une banque. Il l'avait aussi représenté dans les provinces de Sistan et au Baluchestan. Ce meurtre prémédité n'est pas encore expliqué.

Possible accord sur la décolonisation des îles Chagos

L'île Maurice aurait accepté de reconduire le bail illégal de la base états-unienne de Diego Garcia en cas de rétrocession des îles Chagos colonisées par les Britanniques. On ignore la réaction des États-Unis, sachant que l'île Maurice entretient des relations privilégiées avec

la Chine. En mai 2019, l'Assemblée générale des Nations unies avait donné 6 mois au Royaume-Uni pour quitter les îles Chagos, dont la base de Diego Garcia, et les restituer à l'île Maurice.

Les Talibans tiennent leur promesse

Un élément clé de l'accord de retrait d'Afghanistan des États-Unis avec les Talibans reposait sur la promesse qu'ils ne permettraient plus jamais que le pays soit utilisé comme une base à partir de laquelle les djihadistes pourraient lancer des attaques terroristes contre l'Occident. Washington vient de confirmer que les Talibans ont tué, il y a deux semaines, un chef de Daesh-Khorasan qui serait directement responsable de l'attentat suicide d'août 2021 qui a tué 13 Marines US et 170 Afghans à l'aéroport de Kaboul.

Arrestation du leader indépendantiste sikh

Amritpal Singh, le leader du mouvement indépendantiste sikh du Penjab a été arrêté. La police est parvenue à le faire sortir d'un sanctuaire où il priait sans avoir à donner l'assaut. Amritpal Singh était devenu le leader du mouvement pour la création du « Khalistan » depuis la mort accidentelle de l'acteur Deep Sidhu. L'empire sikh a été vaincu par les Britanniques en 1849. Cependant face à l'Empire anglais, puis à l'Inde, un mouvement s'est formé pour le restaurer au Penjab. En 1984, le Premier ministre Indira Gandhi ordonne l'« Operation Blue Star ». Il s'agit d'arrêter une centaine de terroristes indépendantistes retranchés dans le Temple d'Or d'Amritsar. L'opération, à laquelle participent des soldats sikhs, tourne au carnage, faisant plus de 500 morts, principalement des pèlerins présents sur place. Deux mois plus tard, Indira Gandhi est assassinée par ses gardes du corps sikhs.

La Russie demande à l'Inde de se joindre au Quartet pour l'Afghanistan

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a proposé à l'Inde de se joindre au Quartet pour l'Afghanistan. Ce quartet comprend, outre la Russie, la Chine, l'Iran et le Pakistan. Cette proposition est présentée alors que la Chine tente secrètement de résoudre le différend entre l'Inde et le Pakistan.

Assassinat au Myanmar avec l'aide de la CIA

À Yangon , les Forces de défense du peuple ont assassiné Sai Kyaw Thu, directeur général adjoint de la Commission électorale birmane. On sait peu de choses sur ces Forces de défense du peuple sinon qu'elles se présentent comme le bras armé d'un mystérieux « Gouvernement d'unité nationale », soutenu par la CIA. Ces Forces tentent de saboter la tenue de nouvelles élections tout en se déclarant pro-démocratie.

Vidéo

Nous avons participé à l'émission *À la recherche de la vérité* (en français uniquement).

Possible retour des Shinawatra en Thaïlande

Paetongtarn Shinawatra, fille de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra (2001-06) et nièce de l'ancienne Premier ministre Yingluck Shinawatra (2011-14), pourrait emporter les élections thaïlandaises. Lorsqu'il était Premier ministre, Thaksin avait créé une sécurité sociale proposant des soins à 1 dollar. Il avait aussi pris des mesures en faveur des paysans et des déshérités en général. Cependant son mandat s'était terminé dans des accusations de corruption. Le retour de sa famille est vécu comme une hantise par le personnel politique de Bangkok. Son parti propose de relever le salaire minimum de 10 à 18 dollars par jour.

L'Otan dans l'Indo-Pacifique

Les partenaires de l'Otan dans l'Indo-Pacifique (dont la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) se sont réunis en Lituanie. Le secrétaire général adjoint de l'Alliance, le Roumain Mircea Geoană, a ouvert la réunion en déclarant : « La guerre d'agression que la

Russie mène contre l'Ukraine se prolonge. Les régimes autoritaires de Moscou, de Pékin et d'ailleurs remettent ouvertement en cause l'ordre international fondé sur des règles ». Il a souligné que la Chine n'était pas l'adversaire de l'Otan, mais qu'en cherchant à s'affirmer et en appliquant des politiques coercitives, ce pays menace « nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs ». Il a précisé que l'alignement croissant de la Russie et de la Chine était préoccupant, la Chine refusant de condamner la Russie pour la guerre que cette dernière « a engagé contre l'Ukraine sans que rien ne le justifie et en l'absence de toute provocation ». « La Chine cherche ainsi à continuer de se poser en modèle de neutralité alors qu'elle se fait pourtant le relais des thèses mensongères et des campagnes de désinformation de la Russie ». Les participants se sont mis d'accord pour élaborer une position commune face à la menace nucléaire nord-coréenne.

La Corée du Nord prépare le lancement d'un satellite espion

Le dirigeant suprême nord-coréen, Kim Jong-un, a ordonné le lancement d'un satellite espion militaire. Il a expliqué que le développement spatial est « indispensable » à l'indépendance et à la sécurité du pays.

La Corée du Nord vue par la Corée du Sud

Le ministère sud-coréen de l'Unification a publié un rapport de 553 pages en anglais sur les Droits de l'homme en Corée du Nord. Il se fonde sur les témoignages de plus de 500 transfuges nord-coréens et met en lumière les violations généralisées des Droits de l'homme commises par les autorités de l'État, y compris les meurtres, la torture et les exécutions publiques.

La Corée du Sud restera sous la parapluie nucléaire US

Alors que 71 % des Sud-Coréens pensent que leur pays devrait se doter de l'arme nucléaire, le président Yoon Suk-yeol , en visite à Washington, a pris l'engagement de rester sous le parapluie nucléaire états-unien.
En septembre 2022, la Corée du Nord avait adopté une loi proclamant le caractère « irréversible » de son statut de puissance nucléaire. Même s'ils ont condamné l'« invasion » de l'Ukraine par la Russie, les présidents Joe Biden et Yoon Suk-yeol n'ont officiellement pas discuté de l'aide à l'Ukraine. Les documents classifiés du Pentagone que Jack Teixeira a fait fuiter attestent que la NSA écoutait à ce propos le gouvernement sud-coréen. La Corée du Sud s'est alignée sur les États-Unis en ce qui concerne l'Indo-Pacifique et Taïwan.

Erratum

La caution demandée aux élections législatives japonaises est de 3 millions de Yen (et non pas de dollars).

La Chine préparerait un blocus maritime de Taïwan

Selon l'IndoPaCom, c'est-à-dire le commandement des Etats-Unis pour la région Indo-Pacifique, la Chine préparerait un blocus naval complet de Taïwan. Une activité suspecte d'hélicoptères spécialisés dans la guerre sous-marine a été détectée, ainsi que le brouillage de signaux GPS.

La Chine teste son 3° porte-avions

La Marine de l'Armée de libération populaire chinoise fête son 74° anniversaire. À cette occasion, elle a ouvert au public un partie de ses bâtiments flambant neuf (la quasi totalité de la flotte a été lancée au cours des 20 dernières années). Elle a également annoncé qu'elle terminait les tests de navigation de son 3° porte-avion, le Fujian, de sorte qu'il pourrait être opérationnel dans les prochains mois. Les porte-avions sont des armes destinées à la projection des forces et non pas à la défense du territoire. Les États-Unis en possèdent le plus grand nombre : 21. Ces armes sont aujourd'hui vulnérables aux missiles hypersoniques et ne peuvent donc pas être utilisées contre des

armées modernes comme celles de la Russie et de la Chine.

Les 10 ans de « la Ceinture et la Route »

La Chine fête le 10° anniversaire de son projet de « Ceinture et Route » (BRI). Durant cette période, elle a signé plus de 200 documents de coopération avec 151 États et 32 organisations intergouvernementales.

Procès en Chine

Dong Yuyu (61 ans), journaliste libéral du *Guangming Daily*, sera jugé pour espionnage au profit du Japon. Il avait été arrêté la semaine dernière alors qu'il déjeunait avec un diplomate japonais. Yang Chih-yuan (33 ans), homme politique indépendantiste de Taïwan, a été arrêté en août. Il sera également jugé en tant que fondateur du Parti national taïwanais, interdit en Chine populaire.

La Chine renforce sa législation contre l'espionnage cybernétique

Le comité permanent de l'Assemblée populaire nationale a adopté une proposition du président Xi Jinping visant à réformer la loi sur le contre-espionnage. Les cyberattaques ciblant les organes de l'État et l'infrastructure d'information critique y seront incluses. Les fournisseurs d'accès à l'internet seront tenus d'aider les autorités chargées des efforts de contre-espionnage et de présenter des rapports sur les problèmes potentiels. La National Security Agency (NSA) des États-Unis a pris le contrôle de certaines parties du réseau de télécommunications chinois après avoir piraté une université financée par le gouvernement, a indiqué le *Global Times*. On ignore si la Chine est parvenue à nettoyer ses réseaux.

La Chine légifère sur l'IA

La Chine a rédigé sa première législation sur l'Intelligence artificielle (IA). Il s'agit de prévenir toute réalisation qui porterait atteinte aux valeurs socialistes et à l'histoire du pays. Seront également prohibés les messages sapant l'autorité de l'État ou encourageant le séparatisme. En outre, les entreprises d'IA seront tenues de respecter la propriété intellectuelle et devront enregistrer leurs algorithmes auprès des régulateurs. Cette réaction contraste avec le laissez-faire occidental.

Les propos polémiques de l'ambassadeur de Chine à Paris

Interrogé sur LCI par Darius Rochebin, l'ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye, a déclaré : « Ça dépend de comment on perçoit ce problème [criméen]. Il y a l'Histoire. La Crimée était tout au début à la Russie. C'est Khrouchtchev qui a offert la Crimée à l'Ukraine à l'époque de l'Union soviétique (…) [les pays issus de l'URSS] n'ont pas le statut effectif en droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international pour concrétiser leur statut de pays souverain ».
Les uns après les autres, les États européens ont qualifié ces déclarations d'« inacceptables ». L'Union soviétique a considéré les pays qu'elle a annexés comme des provinces dont elle a souvent changé les frontières administratives. Les frontières des nouveaux États indépendants ont été proclamées dans leur frontières administratives soviétiques et non pas dans leurs frontières historiques originelles. Ainsi la Crimée a été rattachée par le Premier secrétaire du PCUS, Nikita Khrouchtchev, lui-même ukrainien, à l'Ukraine.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

L'Organisation mondiale de la Santé inquiète du virus de Marboug

L'Organisation mondiale de la Santé est en alerte. Une épidémie de la maladie du virus de Marbourg est signalée à la fois en Guinée et en Tanzanie. On ne sait pas la guérir et son taux de mortalité par hémorragie peut-être comparable à celui de l'Ebola, dont elle est voisine. Le virus de Marbourg est apparu, en 1967, dans un laboratoire de Marbourg (Allemagne). On considère, qu'à l'état naturel, ce virus est transmis par les chauves-souris, puis entre humains, par diverses muqueuses et autres fluides corporels.

Voltaire, actualité internationale
Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.
Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org
Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org
46 numéros par an.
Tél : 07 81 90 06 71
Abonnement annuel : 150 euros
Abonnement mensuel : 15 euros
Prix de vente au numéro : 5 euros